

ENTRETIEN

Avant de devenir ministre des Sports à 53 ans, Valérie Fourneyron a eu plusieurs vies. Médecin du sport au CHU de Rouen, médecin de l'équipe de France de volley-ball, elle s'engage en politique en 1995 et est élue maire (PS) de Rouen en 2008. Elle décrypte avec nous les nombreux enjeux de sa mission, du sport scolaire à l'Euro 2016.

> PAR JEAN ISSARTEL ET OLIVIER MARGOT > PHOTOS FRANCK COURTÈS

« LE SPORT N'EST PAS UN LUXE. C'EST UN DROIT »

Valérie Fourneyron

Reste-t-il des inégalités sociales ou démographiques à travers le territoire ?
Non seulement les inégalités en matière sportive existent, mais elles demeurent. Deux communes rurales sur trois n'ont pas d'équipement sportif. On a aujourd'hui deux fois moins de licenciées féminines dans les quartiers populaires et, même au plus haut niveau, si on prend les fédérations olympiques, on a deux fois moins de licenciées que de licenciés. D'ailleurs, quand on est dans un quartier populaire, il y a deux fois moins de pratique sportive que dans un quartier urbain dense. Seulement 1,2 % de personnes en situation de handicap ont une pratique sportive... Les inégalités n'ont donc pas régressé ces dernières années.

Que pouvez-vous faire ?

Comme il y a un droit à l'éducation, il faut

des décisions depuis six mois. Parmi celles-ci, que l'on s'engage sur la réduction des inégalités d'accès au sport est la première que l'on est en droit d'attendre de l'action publique. Dans la réorientation du CNDS (*Centre national pour le développement du sport*), j'ai annoncé clairement un plan de redressement qui, en aucun cas, ne doit se faire au détriment de cette priorité. Ces dernières années, on a vu des moyens très importants consacrés à des grands événements, à des grands équipements ; or, on a besoin aussi de ces moyens dans les secteurs ruraux.

Vous évoquez le droit à l'éducation.

Le sport ne devrait-il pas en être un élément fondamental ?

Vous avez raison. La place du sport dans un parcours d'éducation est une rencontre essentielle. C'est la raison pour laquelle

ENTRETIEN'

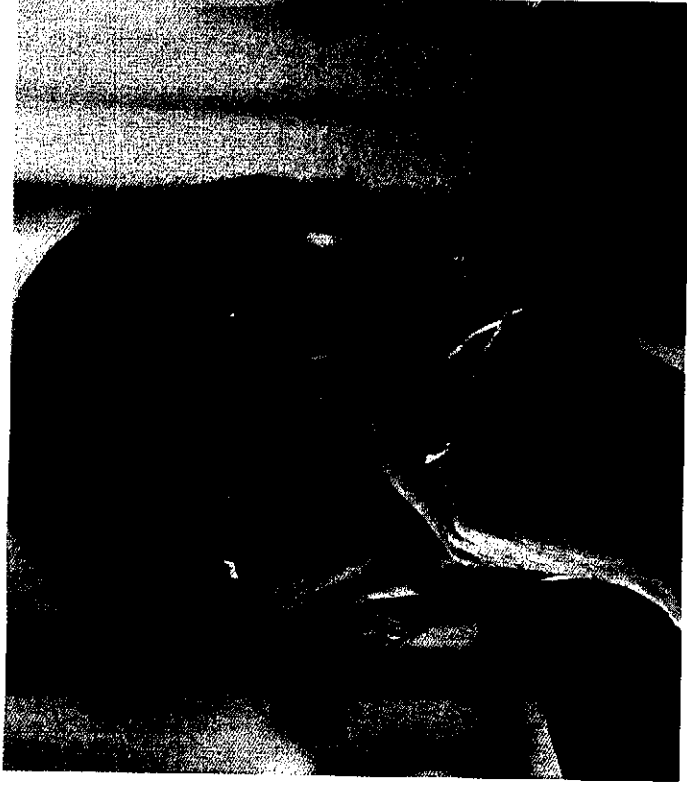
certain nombre d'enseignants d'EPS supplémentaires, pour compenser les postes qui avaient été supprimés auparavant. C'est le travail que l'on mène avec Vincent Peillon sur la refondation de l'école, les rythmes scolaires, les rythmes éducatifs. Ça permet à un gamin, dans ce cadre-là, d'accéder à un club sportif. La formation des professeurs des écoles à l'éducation physique fait aussi partie du projet scolaire et de celui des collectivités locales.

Comment prendre en compte les spécificités régionales ? On a plus de facilités à faire du ski dans les Alpes qu'en Bretagne !

L'État doit donner la feuille de route. Il faut que l'impulsion politique soit là. Plus de justice, une meilleure répartition des ressources sont nécessaires. Mais il est clair qu'il faut qu'on ait, sur chacun des territoires, des schémas régionaux qui prennent en compte ces spécificités. Les territoires ont des projets, à nous d'apporter des moyens spécifiques et adaptés à chacun. L'État doit être ce régulateur qui fixe les lignes, qui doit être au rendez-vous des priorités et laisser une souplesse à chaque territoire. Et sur chaque territoire on s'aperçoit bien que le sport n'est pas un luxe. C'est un droit. Chacun doit y avoir accès. Les équipements ont été financés par les départements ou les régions dans les collèges et les lycées. Le sport est un outil éducatif, or certains établissements fermant à 17 heures, impossible pour les enfants de profiter de leurs installations.

Dans ce monde de l'éducation, le sport ne reste-t-il pas encore trop souvent une garderie améliorée ?

Il ne faut pas avoir une vision occupationnelle du sport. Le sport est structurant dans le parcours d'un jeune : le respect de l'autre, de l'arbitre, des règles... Du coup, le plus dommageable aujourd'hui est cette inégalité d'accès au sport, à ce qu'il peut être dans une société, à sa force dans un parcours éducatif. Dans le travail mené sur la refondation de l'école, on s'aperçoit que les plus grandes inégalités concernent le temps périscolaire. Il est indispensable que la formation des enseignants se fasse sur les matières fondamentales et sur l'activité physique et sportive. On a besoin d'une intervention qui soit facilitée sur ces temps en dehors de l'école. Donc notre réforme porte aussi sur les rythmes éducatifs. Le sport pendant ce temps périscolaire est essentiel ; il est notamment apporté par les éducateurs sportifs des



« Le sport est structurant dans le parcours d'un jeune : le respect de l'autre, de l'arbitre, des règles... »

collectivités. On a donc besoin que les équipements soient ouverts afin de faciliter l'adhésion. Car l'adhésion sportive n'est pas forcément évidente, il faut un premier temps de découverte.

Paradoxalement, on a l'impression que votre politique, qui s'adresse au plus grand nombre, risque d'être impopulaire par le simple fait qu'elle va moins aider le sport de très haut niveau, qui, lui, est très populaire...

Je ne suis pas inquiète à ce sujet. D'abord, on n'abandonne pas le haut niveau.

Je ne vous parle pas de celui qui gagne des mille et des cents, mais de tout ce qui est accompagné du sportif de haut niveau. Insertion professionnelle, bourses,

accompagnement, tout est entièrement maintenu. Dans le haut niveau, les inégalités existent aussi. Le modèle du foot

professionnel n'est pas celui de certains sportifs pros qui vivent pourtant aussi de leur discipline. Tous les moyens apportés au football par les droits télé ces dernières années ont été consacrés à augmenter les salaires plutôt que, comme le feraient les entreprises, à améliorer l'outil de travail, c'est-à-dire le stade. L'Euro 2016 ne pourrait se faire sans moyens publics...

Comment allez-vous faire pour que cet Euro laisse plus de traces tangibles que le Mondial 98, dont il ne reste plus « que » la victoire des Bleus ?

Pour l'Euro 2016, 60 millions d'euros sont budgétés par l'État. Si, à l'arrivée, on a juste une compétition sportive, on aura échoué ! L'équipement sportif fait partie de la politique d'aménagement du territoire. Cela montre bien que le sport, ce n'est pas simplement la compétition. C'est un outil de cohésion entre les générations, de lutte contre les inégalités. Pour cette raison, un véritable projet de société doit être ■■■

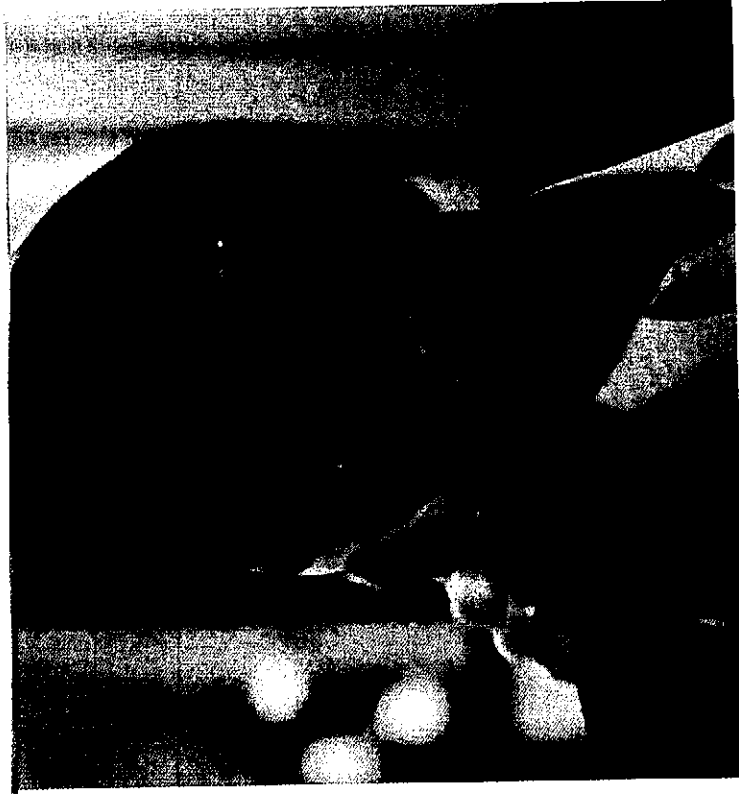
ENTRETIEN

proposé avec cet Euro. Les collectivités sont en train de concevoir des projets autour de cet événement. Les contribuables ne veulent pas que ces collectivités investissent uniquement pour les clubs professionnels et les salaires des joueurs. De la même façon, la Fédération française de football ne peut se limiter à l'équation « Je livre neuf stades à l'UEFA » pour faire un Championnat d'Europe. J'adore le football, mais il faut absolument qu'il y ait derrière cet Euro un véritable projet allant bien au-delà de la qualité d'une compétition sportive et de l'amélioration des infrastructures des clubs professionnels.

Cet aspect paraît pourtant indispensable pour que les clubs de L1 puissent enfin développer un modèle économique viable...

Les clubs auront un outil de travail amélioré. J'espère qu'ils sauront alors développer un modèle économique un peu plus pérenne. Les moyens du foot pro ont augmenté mais le foot a continué à faire exploser les salaires. Et pas seulement chez nous ! On voit bien le risque, Platini le voit aussi, quand il évoque le fair-play financier : un modèle a été construit et il est presque spéculatif.

C'est pour cela que je suis très favorable à une DNLG européenne. J'espère au moins qu'après l'Euro, avec ces stades neufs ou renouvelés, on réfléchirait au modèle économique, à l'ensemble de l'équilibre. On arrêtera de considérer que, parce qu'on est dans le milieu du football, on peut créer de l'endettement et parler de la sacro-sainte attractivité du football français ! Tout ne peut pas reposer sur un dumping fiscal ! Certains pays d'Europe ne paient plus leurs joueurs. Si nous étions dans le modèle



économique classique, ça fait longtemps que les entreprises auraient déposé le bilan. On ne peut pas être dans le discours :

« Je veux m'exonérer du droit commun de l'entreprise. » Il faut une réflexion autour des transferts, de la place des agents... On sent bien l'essoufflement de ce modèle. Une prise de conscience semble naître, peut-être dans la difficulté, peut-être pas chez tout le monde, mais des inquiétudes montent. Et l'État ne peut pas mettre de l'argent dans des stades s'il n'y a pas parallèlement une réflexion sur le modèle.

Mais êtes-vous optimiste quant à la capacité des clubs à gérer ces nouveaux outils, à générer d'autres ressources, à créer un autre modèle économique ? A moins dépendre des droits télé, en somme ?

Certains se rendent compte qu'ils ne peuvent pas vivre en dehors de leur environnement économique et social. D'autres, en revanche... On ne peut pas être à ce point autiste, coupé de l'environnement dans lequel on vit !

Le premier pas ne consisterait-il pas à créer un observatoire du sport professionnel ?

On a un vrai déficit d'analyse, c'est vrai. Une vraie faille du suivi de l'importance de l'acteur économique qu'est le sport, de l'outil qu'est le sport professionnel, de sa grande diversité, de ses modèles extrêmement distincts, selon qu'il s'agit de football, de rugby, de handball ou de basket... On a besoin de porter un projet global, pas de découper en tranches l'ensemble de ce qui fait la force du sport. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JEAN ISSARTEL

ET OLIVIER MARGOT

jissartel@lequipe.fr, omargot@lequipe.fr



« J'adore le football, mais il faut absolument qu'il y ait derrière cet Euro 2016 un véritable projet allant au-delà de la qualité d'une compétition sportive »

« LE SPORT, UN OUTIL EXTRAORDINAIRE DE SANTÉ »

« On a multiplié ces dernières années des études nationales et internationales sur l'activité physique et la santé. Résultats : 20 % des décès sont dus à des maladies de la sédentarité. Le sport limite la récurrence d'un certain nombre de cancers, 20 % de cancers du sein de moins chez les femmes qui ont une activité physique

marque nordique ou le succès de l'activité physique assistée dans les résidences pour personnes âgées, on voit bien qu'il y a de l'emploi derrière tout ça... Le sport est un outil économique, de croissance, d'attractivité, un outil de santé et de bien-être. On a besoin d'en faire un véritable projet de société. »